AVIS DE L'ARES

N° 2019-09 DU 25 JUIN 2019

Avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant composition du jury dans le cadre du financement de la recherche alloué aux Hautes Écoles

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 10 avril 2019 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant composition du jury dans le cadre du financement de la recherche alloué aux Hautes Écoles ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée le 10 avril 2019 sur base de l'article 21, alinéa 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui prévoit que toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de ces dispositions doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Considérant les remarques et observations de la Chambre thématique des hautes écoles et de l'enseignement supérieur de promotion sociale ;

L'ARES formule à l'endroit de l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant composition du jury dans le cadre du financement de la recherche alloué aux Hautes Écoles l'avis réservé suivant.

AVIS

Étant donné les remarques et les propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un avis réservé à l'endroit de l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant composition du jury dans le cadre du financement de la recherche alloué aux Hautes Écoles.

01. La numérotation des articles du dispositif en projet est erronée, deux articles 3 apparaissent ;
02. Le nombre de membres représentant les hautes écoles prévu à l'article 2, 3° conduit à une sous-représentation de celles-ci au sein du jury. Au minimum, quatre membres doivent être inclus ;
03. La présence dans ce jury, via l'article 2, 4°, d'un membre issu du F.R.S.-FNRS pose question. Celui-ci ne pourra provenir que du monde universitaire, peut-être peu au fait avec la recherche telle que pratiquée en haute école, et dont la sensibilité sera sans doute orientée vers la recherche fondamentale ;

04. La disposition, à l'article 3, prévoit qu'un acteur du monde socio-économique peut être invité par le président du jury. Une représentation effective, avec voix délibérative, du monde socio-économique dans lequel la recherche en hautes écoles a son point d'ancrage est demandée. Au minimum, deux représentants du monde socio-économique doivent être envisagés. En outre, comme cela est fixé, par exemple, dans le texte qui définit le jury FRIA (Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture), ces membres pourraient différer en fonction du domaine dans lequel s'inscrit le projet de recherche en les sélectionnant, par exemple, dans un pool de représentants du monde socio-économique couvrant l'ensemble des champs de recherche préalablement constitué ;
05. L'avant-projet n'envisage pas que SynHERA soit partie prenante dans le processus d'analyse des projets de recherche. Or, cette cellule est un acteur de premier plan pour valoriser et accompagner les hautes écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans leurs programmes de recherche appliquée. Au regard de ce rôle de support qu'elle pourrait remplir dans l'élaboration des dossiers associés à l'appel à projets, SynHERA devrait pouvoir accompagner les hautes écoles tout au long du processus de sélection et apporter un éclairage neutre aux membres du jury avant leur délibération ;
06. Le rôle et les droits accordés au secrétaire et à son suppléant prévus parmi les membres de la Direction de la Recherche scientifique à l'article 2, 2° semblent peu clairs. En particulier, il n'est pas défini si le secrétaire a ou non une voix délibérative ;
07. Le nombre de membres prévus étant pair, un vote pourrait conduire à une parité entre les nombres d'avis favorables et défavorables ;
08. Il sera nécessaire que le règlement d'ordre intérieur défini à l'article 6 définisse les rôles de chacun des membres du jury (point 06), fixe les dispositions en cas de conflits d'intérêts tels que mentionnés à l'article 3, mais aussi précise les dispositions pour arbitrer une situation où les votes amèneraient à une égalité ;
09. L'article 4 prévoit que le Ministre désigne les membres du jury. Cette disposition pourrait être supprimée et seule la répartition des membres selon leur qualité pourrait être arrêtée par le Gouvernement.

—